

«À la grande désorientation des Français ne répond que l'activisme de la communication»

ENTRETIEN

JEAN-PIERRE LE GOFF

Le sociologue et philosophe, auteur de «La Société malade» (Stock), sans doute le livre le plus juste sur la période que le Covid nous a imposée, réfléchit ici sur le décalage impressionnant qui existe désormais entre la parole politique et les réalisations concrètes. Il décrit, avec finesse et profondeur, les effets déléterés d'une bulle politico-médiatique dans laquelle se rejoignent la grandiloquence verbale, les notions nihilistes de la «cancel culture», un déferlement de témoignages impudiques et sordides, ou une écologie fondamentaliste et punitive. L'intellectuel s'inquiète des contradictions et des incohérences du pouvoir politique qui dissimulent de plus en plus difficilement un affaiblissement préoccupant de l'État et participent d'un sentiment décourageant de désorientation collective.

PROPOS RECUEILLIS PAR
VINCENT TRÉMOLET DE VILLERS
@vtrémole

LE FIGARO. – Au lendemain de la première étape du déconfinement, comment qualifieriez-vous le climat qui règne aujourd'hui dans le pays ?

Jean-Pierre LE GOFF. – L'air du temps est à la fois sentimental et victimaire, angélique et déprimant. Après des mois de limitation de nos libertés, le plan de sortie du confinement fait plaisir ; le peuple adolescent attend avec impatience le retour du festif et des grands rassemblements ; l'intérêt pour la météo et les vacances ne se dément pas ; les activités sportives, la cuisine et le jardinage, le yoga et la méditation, voire la promotion du vélo comme nouveau rapport au monde, connaissent un succès certain, tout au moins pour des catégories particulières de la population. Il faut de tout pour faire un monde, mais tous les efforts pour «se vider la tête» ne peuvent faire disparaître une actualité plus difficile à affronter. Aux effets psychologiques et sociaux de la pandémie s'ajoutent des événements violents et mortifères. Face aux attentats islamistes et aux meurtres des policiers, les représentants de l'État compatissent avec les familles endeuillées, décorent les victimes, tiennent des discours émouvants. «Plus que jamais, notre détermination est sans faille», entend-on dire à chaque fois. Il n'y a pas de raison de mettre leurs paroles en doute, mais ces déclarations, accompagnées de l'annonce de nouvelles mesures, peuvent-elles rassurer l'opinion ? Nombre de Français n'en peuvent plus de ces grands discours et de ces cérémonies de deuil qui se succèdent au fil des mois. Pour légitimes et émouvants qu'ils soient, leur répétition nous démolit et renforce le sentiment que l'État est impuissant. Il ne faut pas être grand clerc pour constater que l'insécurité et le sentiment de vivre dans un pays à l'«identité malheureuse», pour reprendre une expression d'Alain Finkielkraut, se sont grandement développés.

Quelle place occupe la «cancel culture» dans ce climat déprimant ? Elle y participe et en «rajoute une couche». Des minorités déconstruisent notre histoire dans une logique de ressentiment indéfini qui lamine l'estime de nous-mêmes ; elles développent une vision des plus sombres de la

société et des institutions. «Discriminations», «stigmatisation», «ghettoïsation», «néocolonialisme», «racisme», «indigénisme»... autant de mots qui, ajoutés aux «phobies» diverses en matière de sexualité («LGBT-phobies») ou de religion («islamophobie») pour la plus connue, dressent le portrait d'un pays composé d'oppressés et de salauds, le tout formant système avec un État complice constamment mis en accusation.

Le déferlement des témoignages les plus crus et leur affichage dans l'espace public dressent un tableau sordide des rapports humains et sociaux. Des inquisiteurs et des éradicateurs d'un nouveau genre chassent en meutes dans les réseaux sociaux. Fait-il encore bon vivre dans un pays où la suspicion et la délation se répandent dans les rapports sociaux ?

Nombre de Français n'en peuvent plus de ces grands discours et de ces cérémonies de deuil qui se succèdent au fil des mois. Pour légitimes et émouvants qu'ils soient, leur répétition nous démolit et renforce le sentiment que l'État est impuissant

S'y ajoute une écologie fondamentaliste et punitive qui n'a pas de cesse de mettre en accusation le progrès, prophétise la catastrophe et cherche à nous culpabiliser sur ce que nous soumettons pas à ses injonctions. On s'inquiète à juste titre de l'«état de la planète» que nous laisserons aux générations futures, mais quelle représentation leur donne-t-on aujourd'hui du monde des adultes, de notre pays et de notre civilisation ?

Pourquoi ces groupes minoritaires ont-ils pris une telle place dans l'espace public ?

Ces groupes minoritaires montent en exergue et instrumentalisent des drames et des injustices. Ils jouent sur la mauvaise conscience en se présentant comme les porte-parole des discriminés et ceux qui rejettent leur idéologie se voient aussitôt accuser de «minorer la parole des victimes». Des responsables, par lâcheté et souci de leur image, cèdent à leur pression pour apparaître vertueux et ne pas subir les foudres des réseaux sociaux. Leur idéologie se diffuse dans les milieux universitaires des sciences sociales, des médias et du showbiz, mais elle peut aussi être présente dans les formations comme les discriminations au sein des services publics et plus largement.

Ces groupes n'en constituent pas moins un «entre soi» en décalage avec la mentalité et les préoccupations de la majorité des Français. La place qu'occupent leurs représentants dans les grands médias leur donne une audience disproportionnée et les légitime dans leur prétention à représenter les victimes et des catégories entières de la population. Mais par-delà ces phénomènes, il faut prendre en compte le terreau social sur lequel ils se greffent. Nous n'avons pas seulement affaire à l'importation d'un politiquement correct à l'américaine, mais ces activistes minoritaires exploitent et poussent à l'extrême un malaise existentiel des sociétés démocratiques qui ont du mal à assumer leur passé. À l'ancien récit historique unitaire et éducatif s'est substituée une mémoire pénitentielle en morceaux, éclatée en de multiples témoignages victimaire qui exigent reconnaissance et réparation. La loi Taubira de 2001 sur l'esclavage, qui applique rétroactivement la notion de «crime contre l'humanité» à des situations passées qui remontent à cinq ou six siècles, est emblématique

de ce basculement. Jusqu'où ira-t-on dans cette relecture anachronique de l'histoire qui entretient la confusion et la mésestime de soi ?

Le pouvoir politique actuel n'a-t-il pas sa part de responsabilité dans cette situation ?

Le président de la République n'a pas cédé aux groupes de pression en rendant un hommage à Napoléon, mais il y a des propos qui ne s'oublient pas si facilement tellement ils paraissent «énormes» et déconcertants. En février 2017, lors d'un déplacement en Algérie, Emmanuel Macron, alors candidat à la présidentielle, n'a pas hésité à affirmer que «la colonisation» était «un crime contre l'humanité». Comment peut-on prétendre «réconcilier les mémoires» dans ces conditions, tout particulièrement pour ceux qui sont supposés avoir commis un tel crime décrété par la parole du président ?

Après avoir déclaré tout bonnement qu'il n'y avait pas de culture française, que signifie la «défense de notre

patrimoine culturel et de notre civilisation» ? Tout en dénonçant, le «spectre des conflits identitaires», Emmanuel Macron tiendra des propos ironiques sur «deux mâles blancs qui ne vivent pas dans ces quartiers» lors de la remise du plan Borloo. Plus récemment, tout en se démarquant de la «cancel culture» américaine, il emploiera l'expression «deconstruire notre propre histoire» lors d'une interview à une chaîne de télévision américaine. Les communicateurs du pouvoir politique fourniront une explication de texte ou pourront s'appuyer sur d'autres déclarations qui semblent dire l'inverse, sans que cela change grand-chose à leurs effets de confusion et de dépréciation.

Le pouvoir a pris des allures de prestataire de services et de bureau des pleurs et des lamentations, se portant au chevet d'un société malade qu'il reconforte et rassure comme il peut

Cette incohérence ne se retrouve-t-elle pas dans d'autres domaines ?

On ne compte plus depuis des années les messages paradoxaux émis par le pouvoir politique. À sa manière, Emmanuel Macron n'a pas dérogé à cette façon déconcertante de gouverner. Après la fermeture de la centrale de Fessenheim, il affirme que notre avenir énergétique et écologique passe par le nucléaire, alors qu'on subventionne massivement des parcs d'éoliennes peu productifs et destructeurs de paysages, paysages que l'on affirme par ailleurs protéger... Au moment où l'on constate une détérioration de la langue française écrite et parlée, le président de la République se montre favorable à ce qu'on enseigne davantage la langue arabe à l'école. De son côté, l'Assemblée nationale vote une loi qui non seulement protège, mais promeut les langues régionales. Quant au gouvernement, qui défend la francophonie, il lance une nouvelle carte nationale d'identité bilingue français-anglais au nom des exigences d'une Union européenne qui a pourtant vu le Royaume-Uni la quitter. Ce qui peut apparaître comme un détail pour des technocrates n'en est pas un pour ceux qui demeurent attachés à leur langue inséparable de leur identité nationale, a fortiori quand ils ne parlent pas anglais.

Des politiques expliqueront les raisons de telle ou telle loi ou mesure, sans forcément comprendre qu'elle peut être perçue différemment par les citoyens ordinaires dans une situation donnée. D'autant plus quand ces lois et ces mesures sont toutes présentées comme prioritaires et s'accumulent sans être nécessairement suivies d'effet. Tout s'emballer et tout va trop vite avec des politiques qui veulent être modernes à tout prix, sans même se rendre compte qu'ils produisent des effets de destruction symbolique qui enfonce un peu plus le pays dans la dépression. Et plus la désorientation du

pays s'accroît, plus l'activisme communicationnel s'accroît à la manière d'un exercice de vélo d'appartement où, le nez dans le guidon, on pédale de plus en plus vite sans avancer pour autant, quand on ne rétro-pédale pas à l'occasion.

Les projets de loi se sont ainsi multipliés dans la précipitation, quitte à expliquer ensuite qu'il y a sans doute eu des malentendus et des formulations maladroites qu'on s'engage à rectifier au plus tôt. Il en va de même pour les ministres qui parlent à tort et à travers dans les réseaux sociaux et qui finissent par s'excuser de leurs «dérapages verbaux». Ils nous disent, comme de grands enfants, qu'ils ne l'ont pas fait exprès et qu'ils ne veulent blesser personne. On peut les croire, mais est-ce vraiment la question ?

Nous n'avons plus affaire à des erreurs ou des fautes politiques en regard de la fonction que l'on représente, mais à des propos individuels maladroits et blessants vis-à-vis de «celles et de ceux» que l'on a involontairement offensés. La morale de la bonne intention et la psychologie sommaire ont bon dos. Quelle image donne-t-on de la responsabilité politique qu'on exerce quand on multiplie les petites phrases, quand on cherche à se mettre à tout prix au centre de l'«essoreuse à idées», quand on s'affiche avec des animateurs déjantés qui mélangent tout ?

Qu'en est-il de l'État dans ces conditions ?

Contrairement à nombre d'interprétations gauchisantes qui considèrent que le pouvoir serait devenu tout-puissant, voire «totalitaire», ce dernier apparaît, depuis des années, faible et incohérent. Il a pris des allures à la fois de prestataire de services et de bureau des pleurs et des lamentations, se portant au chevet d'une société malade qu'il reconforte et rassure comme il peut. Cette façon de faire répond à une opinion exigeante de l'État qu'il satisfasse au plus vite à ses besoins et ses désirs

dans une logique indéfinie de «droits à», tout en le dénonçant comme oppressif et n'hésitant plus désormais à porter plainte contre ses représentants.

Gouverner dans ces conditions est difficile. Mais en ne se démarquant pas clairement d'une «demande sociale» impossible à satisfaire, l'État a érodé sa fonction de représentation et de défense de l'intérêt général. Il a entretenu un imaginaire vindicatif qui se retourne contre lui. Les «grands débats» et les «comités de citoyens» tirés au sort et «sans filtre» donnent des gages aux partisans d'une démocratie directe qui ne manquent de dénoncer la «trahison» de l'État. Ces comités de citoyens et les comités d'experts en lien direct avec le président secondarisent les institutions existantes et les travaux du Parlement.

Alors que le discrédit des élites et de la classe politique se développe dans l'opinion, le pouvoir politique, sans même en débattre au Parlement, a décidé la suppression de l'ENA - pourquoi pas de Sciences Po ? - et la fin du corps préfectoral. Dans une société désorientée et inquiète qui a besoin de stabilité et de repères, l'accélération de la «modernisation de l'État» à la mode managériale apparaît comme une nouvelle étape de l'auto-destruction du politique et de son administration. Le pouvoir politique a beau jeu de dénoncer la démagogie et le populisme quand il leur fournit de quoi nourrir leurs dires et leurs ambitions. On peut toujours espérer que la prochaine élection présidentielle permettra enfin de sortir de cette situation. Mais il n'y a pas lieu de jouer les prophètes après des années de désillusion. ■



DESIGN: FABEN CLARFOND



LA SOCIÉTÉ MALADE
De Jean-Pierre Le Goff,
Stock,
280 p., 18,50 euros.